

Afghanistan is not safe : il est urgent d'agir !

23/08/2021

La dégradation de la situation sécuritaire en Afghanistan a atteint son apogée par la prise de pouvoir des Talibans. Il est maintenant clair, même pour celles et ceux qui ont ignoré les alertes de la société civile, qu'il y a un vrai danger généralisé pour la sécurité de la population, particulièrement des femmes, des membres des minorités religieuses et ethniques, à la communauté LGBTQI+, ainsi que des hommes et femmes ayant travaillé ou collaboré avec les armées ou les organisations étrangères. Depuis fin 2019, nous lisons dans les refus de protection internationale des afghan.e.s que les Talibans représentent une crainte hypothétique et que la situation en Afghanistan n'est plus d'une gravité telle que chaque individu y risquerait sa vie ou de subir une atteinte grave. **Il y a lieu de revoir aujourd'hui cette position.**

Pour les associations et organisations signataires, l'étendue et l'urgence de la crise oblige le Luxembourg et l'Union Européenne à agir à plusieurs niveaux, sachant que depuis plusieurs années, l'Afghanistan figure parmi les principaux pays d'origine des demandeur.se.s de protection internationale au Luxembourg et en Europe.

Après l'annonce du rapatriement des ressortissant.e.s et résident.e.s luxembourgeois.e.s se trouvant sur le territoire afghan, il y a lieu d'assumer nos responsabilités en contribuant activement à la mise en sécurité des personnes risquant la vindicte du pouvoir en place. Or, la [communication du Gouvernement](#) laisse entendre que seul.e.s les hommes et femmes ayant travaillé ou collaboré avec les armées ou les organisations étrangères pourraient profiter de celui-ci et qu'il serait en cours ou en préparation.

Pour les signataires, la réponse à l'urgence humanitaire doit être beaucoup plus large et holistique.

Nous demandons :

- Le maintien de l'arrêt complet des renvois pour des demandeur.se.s de protection internationale afghan.e.s débouté.e.s ;
- Le réexamen de la situation des personnes déboutées du droit d'asile qui se trouvent au Luxembourg à la lumière de la nouvelle situation politique et militaire et l'octroi d'une protection pour ces personnes ;
- La prise en considération spéciale et différenciée de la situation actuelle : accélérer le traitement des dossiers de protection internationale et de regroupement familial en cours en prenant en compte la violence extrême qui règne en Afghanistan ;
- L'ouverture de couloirs humanitaires sûrs pour celles et ceux qui voudront fuir et demander la protection internationale en Europe ;
- L'octroi de visas humanitaires pour les membres de famille des afghan.e.s ayant obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire au Luxembourg.

Il est urgent d'agir !

Signataires : ACAT, Afghan-Lux community outreach, Amnesty International Luxembourg, ASTI, CLAE, Open Home, Passerell, Time for Equality, Reech Eng Hand, RYSE